

◀ Communiqué de la fédération SUD éducation ▶

Loi Blanquer adoptée en première lecture : l'Assemblée nationale valide un projet d'école libéral et réactionnaire

Vendredi dernier, une poignée de député-e-s ont adopté le projet de loi Blanquer avec de nombreux amendements qui aggravent les dispositions du texte.

Le projet de loi Blanquer, qui doit désormais être présenté au Sénat, prévoit entre autres :

- un article 1 qui constitue une manœuvre d'intimidation à l'égard des personnels ;
- des établissements publics des savoirs fondamentaux, c'est-à-dire le regroupement des écoles d'un bassin géographique autour d'un collège. Il est à prévoir, à brève échéance, des suppressions de postes, voire des fermetures d'écoles. Dans l'immédiat, cela signifie l'instauration d'un échelon bureaucratique de plus, et une dégradation des conditions de travail des personnels ;
- la scolarisation obligatoire à trois ans, cheval de Troie de Blanquer pour rémunérer à hauteur de dizaines de millions d'euros les écoles maternelles privées ;
- une surenchère nationaliste et réactionnaire, avec notamment l'affichage de reproductions de drapeaux tricolores dans toutes les salles de classe ;
- la reprise en main autoritaire de la formation des maîtres ;
- le recrutement d'assistant-e-s d'éducatrices pour enseigner, sans statut de fonctionnaire.

Ce projet d'école libéral et réactionnaire est imposé avec un autoritarisme hallucinant. Le passage en force malgré les avis contraires des instances représentatives montre en réalité un mépris avéré pour les personnels. Il s'inscrit dans la continuité des lois qui l'ont précédé : cadeaux au privé, symbolique ronflante, attaque sur les statuts des personnels. Ce projet de loi est en cohérence avec ce que le gouvernement désire imposer à l'ensemble des services publics : une conception managériale, la privatisation, la fin de la fonction publique.

Ne nous laissons pas faire ! SUD éducation appelle les personnels à se mobiliser pour le retrait du projet de loi, ainsi que pour l'abrogation de l'ensemble des réformes Blanquer.